

L'ÉCONOMIE

LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR AIDER L'ÉCONOMIE ALBERTAINE

M. William G. Lesick (Edmonton-Est): Monsieur le Président, l'économie de l'Alberta est depuis longtemps tributaire de ses ressources naturelles comme principale source de revenu. Voilà pourquoi elle est très vulnérable quand survient le moindre changement dans le cours mondial des ressources ou des produits agricoles. Comme nous le savons pertinemment, les secteurs agricole et pétrolier pâtissent à l'heure actuelle.

Mais notre gouvernement a tenu compte des besoins albertains. Il a en effet supprimé le Programme énergétique national et la TRPG par la suite. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse) a annoncé dernièrement la création d'un vaste programme d'encouragement financier qui favorisera considérablement l'emploi, les investissements et l'activité dans le secteur pétrolier et gazier.

En vertu de ce programme, on accordera au secteur près de 350 millions de dollars par an en subventions directes. Le gouvernement du Canada consentira des encouragements financiers équivalant à un maximum de 33 p. 100 des dépenses effectuées au titre de la prospection et de la mise en valeur au Canada, ou encore à des dépenses maximales annuelles de 10 millions de dollars par compagnie.

Dans le domaine de l'agriculture, nous avons accordé la priorité à l'aide aux agriculteurs de l'Ouest. Pour cette seule année, ces derniers toucheront plus de 2,5 milliards en subventions fédérales directes, par rapport à 2,2 milliards en 1986. Jusqu'ici, l'Alberta a reçu la plus grande part de l'aide accordée par le gouvernement à l'agriculture et il continuera d'en être ainsi.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui non seulement prête une oreille attentive aux besoins manifestés par les Albertains, mais veille à y répondre en intervenant de manière concrète.

* * *

LES MINES

LA FERMETURE POSSIBLE DE LA MINE RUTTAN À LEAF RAPIDS (MAN.)

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, en ce moment, 500 employés de la mine Ruttan à Leaf Rapids, Manitoba, sont menacés de perdre leur emploi en septembre. Si la mine fermait alors, les 1 800 habitants de cette localité septentrionale devront quitter leur maison et leur ville.

La fermeture de cette mine portera un dur coup à l'industrie minière du nord du Manitoba dont la situation demeure précaire depuis quelques années par suite de la chute des prix mondiaux pour les métaux communs. La disparition de Leaf Rapids entraînerait le déplacement de 1 800 personnes, ce qui aurait une incidence néfaste sur l'économie du nord du Manitoba.

Que l'on considère l'affaire sur le plan humain ou purement en termes économiques, la fermeture de la mine serait une tragédie pour tous.

Article 21 du Règlement

L'avenir de la mine et de la localité même est subordonné au succès des négociations pour la vente de Ruttan à la Hudson Bay Mining and Smelting Company.

Je demande instamment au gouvernement fédéral de collaborer pleinement avec le Manitoba relativement à toute demande d'aide et de prendre toutes les dispositions possibles pour assurer l'avenir de Leaf Rapids.

* * *

[Français]

LA CONSTITUTION

LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, le chef du parti socialiste au Québec défie son leader national.

Alors que les 10 premiers ministres des 10 provinces du Canada et que notre gouvernement en sont venus à une entente constitutionnelle, les socialistes se posent encore des questions sur la définition du Canada.

Il est difficile de concevoir qu'un membre du parti socialiste, qui a sa carte au Québec, devienne automatiquement membre du parti socialiste national. Cependant, selon que ce membre habite au Québec ou ailleurs au Canada, sa définition du Canada est différente.

Cette attitude est typique de tous les membres de ce parti et de tous ses députés ici représentés. Pas un seul de ces camarades a une position précise et claire ni sur la Constitution ni sur la défense ni sur l'économie.

Ce ramassis de marginaux est composé d'un groupe d'extrémistes: des camarades, des communistes, des socialistes.

Le seul point commun qu'on peut leur trouver, monsieur le Président—et sous cette épithète j'inclus leur chef provincial au Québec, leur chef national—c'est que pour prendre le pouvoir, tous acceptent de se prostituer.

* * *

LES POSTES

LA NÉCESSITÉ POUR LE GOUVERNEMENT D'ASSURER LES SERVICES POSTAUX

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou): Monsieur le Président, tout d'abord c'étaient les membres du caucus conservateur qui voulaient faire appel à l'Armée pour livrer le courrier. Après, c'était le président de la Société canadienne des postes qui avait dit: Grève ou pas grève, nous allons livrer le courrier. Maintenant, c'est le ministre responsable des Postes qui appuie ces déclarations et ces gestes «confrontateurs». Le gouvernement conservateur veut tellement imiter l'oncle Reagan qu'il fait tout son possible pour avoir une grève des postes afin de licencier les 60 000 travailleurs des postes.

Au lieu de se soucier de redonner aux Canadiens les services postaux qu'ils ont coupés et le fait qu'ils continuent à priver les Canadiens de ces services essentiels, ils mettent de l'huile sur le feu pour avoir une grève des postes au Canada. Ils devraient s'arrêter de faire des déclarations irresponsables, et s'occuper de donner des services.